



RETRAITES

JEUDI 23 MARS

L'HEURE EST GRÈVE

Depuis plus de 2 mois, une **large majorité de français** et **l'ensemble des syndicats** manifestent leur **opposition à la réforme des retraites** voulue par le Président de la République et son gouvernement.

Malgré les **défilés massifs** regroupant des **nombreux inédits de manifestants**, des **blocages** qui s'intensifient notamment dans les raffineries, le ramassage des ordures, les transports, l'éducation et d'autres secteurs de l'économie, le gouvernement reste sourd aux demandes des salariés et de leurs représentants et joue, depuis le début de la mobilisation, le pourrissement de la situation, alors que les rassemblements se sont, dans leur immense majorité, déroulés sans heurts majeurs.

En l'absence de majorité parlementaire, l'exécutif a décidé de brider le débat au Sénat et de s'en affranchir devant l'Assemblée Nationale en utilisant l'article 49-3 pour imposer **une réforme dont personne ne veut**.

Car malgré la communication fallacieuse du gouvernement, **les salariés ont bien compris depuis le début qu'à travers cette réforme c'était bien la facture du quoi qu'il en coûte que l'on veut leur faire payer, à eux et à eux seuls**. Qu'au lieu de chercher de vraies solutions, notamment sur l'emploi des seniors, on nous ressort les vieilles méthodes éculées qui visent à nous faire **travailler toujours plus pour gagner toujours moins** à l'arrivée. Mieux, alors que l'on nous rebat les oreilles avec le fait qu'il faudrait de nouvelles recettes pour équilibrer les régimes de retraites, on nous invente un CDI seniors exempté de charges. Cherchez l'erreur...

F.O.-DGFIP condamne ce passage en force d'une réforme qui reste brutale, injuste et inefficace et dont les méfaits s'appliqueront à tous dès le 1^{er} septembre prochain. La seule voie d'apaisement est le retrait de la réforme.

Alors que des réponses au problème de financement des retraites pourraient être apportées en améliorant l'emploi et les salaires, l'exécutif préfère **imposer cette réforme qui va impacter les salariés du privé mais également les agents des services publics et donc les agents de la DGFIP**.

Les meilleures sources de financement des retraites sont les salaires et donc les emplois. Aussi, il est **urgent d'engager de réelles négociations sur l'emploi et les salaires** sans se contenter de créer de nouveaux dispositifs de contrats d'emplois à bas coûts pour les employeurs, et à bas salaires pour les salariés.

Dans la fonction publique, engageons de véritables négociations pour une **revalorisation du point d'indice**, des **garanties de promotion** de carrière, mais aussi une **meilleure protection sociale complémentaire**.

À la DGFIP, **arrêtons les restructurations de service, arrêtons les suppressions d'emploi** et créons les emplois statutaires permettant le fonctionnement quotidien d'un **service public de qualité et de proximité** et engageons une **véritable négociation** pour reconnaître l'engagement des agents par la **revalorisation de notre régime indemnitaire**. De là découleraient de meilleures conditions de travail et une meilleure qualité de vie.

Ne laissons pas croire à nos dirigeants que nous sommes prêts à accepter toutes les réformes sans réagir. Ils nous ont pris le réseau, ils nous prennent nos emplois, ils abiment nos missions, nous perdons de l'argent en nous levant chaque matin, ils nous volent maintenant nos deux meilleures années de retraite. Que faudra-t-il qu'ils prennent de plus ? **Manifester pour l'avenir de notre retraite, c'est aussi manifester pour la sauvegarde de nos emplois et services**.

Nous le voyons bien depuis jeudi dernier : l'utilisation du 49-3, loin de boucler le dossier retraites, n'a fait qu'accroître le mécontentement. Si tout le monde s'y met **on peut encore gagner le retrait de la réforme**.

Alors, que vous ayez fait plusieurs journées de grève ou que vous n'ayez pas encore rejoint le mouvement, engagez-vous nombreux dès aujourd'hui dans les actions organisées localement.

Parce que l'heure est grève, pour envoyer un message sans ambiguïté au Gouvernement, faisons, TOUS ENSEMBLE, du 23 mars le jeudi de tous les records.